



**PRÉFET
DE LA GUYANE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Générale des Territoires et de
la Mer en Guyane**

Service Prévention des Risques et Industries Extractives
Rue du vieux port
CS 76003
97306 CAYENNE

CAYENNE, le 25/05/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 20/05/2022

Contexte et constats

Publié sur



SARA (Kourou)

ZI de Pariacabo
97310 KOUROU

Références : PRIE/URA/AB/2022/ *248*

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/05/2022 dans l'établissement SARA (Kourou) implanté ZI de Pariacabo 97310 KOUROU. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SARA (Kourou)
- ZI de Pariacabo 97310 KOUROU
- Code AIOT dans GUN : 0006900074
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- Non IED - MTD

L'installation présente deux stockages de combustibles de gazoil et un stockage d'essence. Chaque réservoir comprend des cuvettes de rétentions qui sont aussi suivies par les services d'inspection.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Actualité et faits marquants
- Retour sur les observations de l'inspection précédente
- Conformité à l'arrêté ministériel du 26 mai 2014
- Visite de site et test d'une MMR

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>précédente</u> inspection (1)
Eaux susceptibles d'être polluées	AP de Mise en Demeure du 16/12/2020, article 1	/	Astreinte

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Formation des entreprises extérieures	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	/	Sans objet
Identification et évaluation des risques liés aux accidents majeurs	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.2	/	Sans objet
Protection foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21	/	Sans objet
Suivi barrière de sécurité	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 54	/	Sans objet
Défense contre l'Incendie	Autre du 02/12/2021, article 1	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Organisation, formation	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.1	/	Sans objet
Opérations d'entretien et de maintenance	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.3	/	Sans objet
Gestion des situations d'urgence	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.5	/	Sans objet
SGS	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 8	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'organisation en place à la SARA permet un bon suivi des entreprises sous-traitantes sur site. Le circuit d'accueil, les formations dispensées et la fréquence de suivi permettent d'estimer que les travailleurs bénéficient de toutes informations nécessaires pour réagir en cas d'incident/accident. Par ailleurs, le test d'une MMR a pu être réalisé sans encombres, les procédures étant suivies correctement, bien qu'une alarme visuelle/sonore devra être rajoutée au poste de chargement.

Par ailleurs, l'exploitant devra apporter des précisions quant à la conformité du site par rapport à la réglementation concernant la défense incendie.

Enfin, un arrêté préfectoral d'astreinte journalière sera mis en place au regard de l'absence d'avancée pour la mise en conformité du site vis à vis de la réglementation concernant les eaux susceptibles d'être polluées.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Organisation, formation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.1
Thème(s) : Actions nationales 2022, SGS – Organisation
Prescription contrôlée : Le personnel des entreprises extérieures travaillant sur le site mais susceptible d'être impliqué dans la prévention et le traitement d'un accident majeur est identifié. Les modalités d'interface avec ce personnel sont explicitées.
Constats : L'exploitant a été en mesure de fournir la liste des entreprises extérieures travaillant sur site.
Observations : -
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Opérations d'entretien et de maintenance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.3
Thème(s) : Actions nationales 2022, SGS – Maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation
Prescription contrôlée : Des procédures et des instructions sont mises en œuvre pour permettre la maîtrise des procédés et l'exploitation des installations en sécurité. Les phases de mise à l'arrêt et de démarrage des installations, d'arrêt, de même que les opérations d'entretien et de maintenance, même sous-traitées, font l'objet de telles procédures.
Constats : Un mode opératoire particulier s'applique lorsqu'il y a une intervention de sous-traitant sur une mesure de maîtrise des risques. En effet, une supervision par un personnel de la SARA est obligatoire, de plus une maintenance préventive par le constructeur est réalisée annuellement.
Observations : -
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Gestion des situations d'urgence

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.5
Thème(s) : Actions nationales 2022, SGS – Maîtrise des procédures d'urgence
Prescription contrôlée : En cohérence avec les procédures du point 2 (identification et évaluation des risques d'accidents majeurs) et du point 3 (maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation), des procédures sont mises en œuvre pour la gestion des situations d'urgence. Leur articulation avec les plans d'opération interne prévus à l'article L. 515-41 du code de l'environnement est assurée. Ces procédures font l'objet : - d'une formation spécifique dispensée à l'ensemble du personnel concerné travaillant dans l'établissement, y compris le personnel d'entreprises extérieures appelé à intervenir momentanément dans l'établissement ; - de tests de mise en œuvre sous forme d'exercice, et, si nécessaire, d'aménagements.
Constats : Les entreprises sous-traitantes sont averties des conduites à tenir en cas d'incident lors de l'accueil sécurité. Par ailleurs, des exercices de test du POI sont organisés mensuellement, les entreprises extérieures étant parties prenantes de ces exercices.
Observations : -
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Formation des entreprises extérieures

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
Thème(s) : Actions nationales 2022, Formation / documentation
<p>Prescription contrôlée : Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des personnes désignées par l'exploitant sont entraînées à la manœuvre des moyens de secours.</p> <p>Constats : Les collaborateurs de la SARA effectuent un processus d'intégration complet, comprenant des formations à la prise de poste ainsi que des actions de formation annuelles. De plus la formation spécifique "sécurité" est renouvelée annuellement. Le service formation, basé en Martinique, s'occupe de déclencher les renouvellements. Cette gestion est effectuée via un tableau de suivi, qui sera à fournir à l'inspection.</p> <p>Concernant les entreprises extérieures, elles doivent réaliser un accueil sécurité avec un questionnaire, valable 2 ans. Sans cet accueil, aucun badge n'est délivré et l'accès au site est refusé, le gardien ayant la liste à jour des personnes ayant leur accueil sécurité.</p> <p>Au-delà de cet accueil sécurité, un plan de prévention est réalisé, donnant lieu à une analyse de risque en fonction de la mission exécutée. Cette analyse de risque est ensuite validée par une autorisation de travail signée par le correspondant SARA en charge de la mission. Ensuite une validation sécurité est nécessaire par le contremaître puis enfin une dernière validation par les responsables pour vérifier la coordination des risques sur site, pour limiter la co-activité.</p> <p>Enfin différents audits sont réalisés inopinément pour surveiller, notamment, le bon port des EPI ou la présence effective d'une autorisation de travail sur un chantier de l'installation.</p>
Observations : En attente du tableau de suivi du service formation
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Identification et évaluation des risques liés aux accidents majeurs

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.2
Thème(s) : Risques accidentels, SGS
<p>Prescription contrôlée : Des procédures sont mises en œuvre pour permettre une identification systématique des risques d'accidents majeurs susceptibles de se produire en toute configuration d'exploitation des installations. Ces procédures doivent permettre d'apprécier les possibilités d'occurrence et d'évaluer la gravité des risques identifiés.</p> <p>Constats : L'exploitant contractualise la mise à jour des EDD avec un bureau d'étude via un cahier des charges cadrant les demandes et les attendus.</p> <p>Le service « risques » est le point d'entrée à la SARA, pour toute discussion sur ce sujet. Une revue hebdomadaire des retours d'expériences internes au groupe est faite via l'application HubMe. La revue des retours d'expériences externes est réalisée trimestriellement. Un plan d'actions est mis en place dès lors qu'un sujet intéresse l'installation. Le service d'inspection est intéressé par ce document, il devra donc être fourni par la suite.</p>
Observations : En attente plan d'action mesures correctives suite REX
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : SGS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 8
Thème(s) : Risques accidentels, SGS
Prescription contrôlée : L'exploitant met en place dans l'établissement un système de gestion de la sécurité applicable à toutes les installations susceptibles de générer des accidents majeurs en application de l'article L. 515-40 du code de l'environnement. Le système de gestion de la sécurité est conforme aux dispositions mentionnées en annexe I au présent arrêté. L'exploitant met en œuvre les procédures et actions prévues par le système de gestion de la sécurité, conformément à l'article R. 515-99 du code de l'environnement. L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les différents documents mentionnés à l'annexe I du présent arrêté.
Constats : Le manuel SGS de l'installation est bien présent et mis à jour en fonction des modifications organisationnelles et techniques du site. Il a pu être brièvement consulté le jour de l'inspection, il devra toutefois être envoyé a posteriori.
Observations : En attente du manuel SGS
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Protection foudre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21
Thème(s) : Risques chroniques, Vérification complète
Prescription contrôlée : L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent. Toutes ces vérifications sont décrites dans une notice de vérification et de maintenance. Les vérifications ont notamment pour objet de s'assurer que le système de protection contre la foudre est conforme aux exigences de l'étude technique et que tous les composants du système de protection contre la foudre sont en bon état et capables d'assurer les fonctions pour lesquelles ils ont été conçus.
Constats : L'inspection 2021 a mis en exergue la présence de non-conformité non résolues dans le dernier rapport de vérification complète foudre de 2021. Au jour de l'inspection, plusieurs non-conformités sont encore non résolues ou en passe d'être résolues. L'exploitant a fait parvenir un plan d'action avec un échéancier qui indique l'état d'avancement. La nouvelle ARF ainsi que la mise en conformité de l'installation devront être présentées avant la prochaine inspection.
Observations : -
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Suivi barrière de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 54
Thème(s) : Risques accidentels, test MMR
Prescription contrôlée : L'exploitant définit et met en œuvre les opérations d'entretien et de vérification des barrières de sécurité et mesures de maîtrise des risques. Ces opérations respectent les exigences et spécificités définies par le fabricant.
Constats : L'inspection a pu tester et dérouler la procédure concernant l'activation de la détection gaz sur le poste de chargement de carburant. Celle-ci s'est déroulée sans problème particulier, les redondances au dispatching sont effectives. Toutefois, aucune alarme sonore et/ou visuelle n'est présente au poste de chargement. Bien que le processus de remplissage s'arrête automatiquement lors d'une détection, il apparaît nécessaire de placer une alarme au poste de chargement afin de que le chauffeur soit prévenu de la détection. L'exploitant devra se positionner sur la mesure à adopter concernant ce constat.
Observations : En attente de positionnement de l'exploitant concernant la mise en place d'une alarme sonore/ visuelle au poste de chargement.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Défense contre l'Incendie

Référence réglementaire : Autre du 02/12/2021, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, AP Astreinte Journalière
Prescription contrôlée : En application des dispositions de l'article L.171-8-II-4° du code de l'environnement, l'exploitant, est rendu redevable d'une astreinte d'un montant journalier de 100€ jusqu'à la mise en conformité de sa défense contre l'incendie sur son site de Kourou. Afin de justifier que les travaux ont été réalisés, l'exploitant doit fournir à l'inspection des installations classées les PV de réception des travaux et une inspection sur site vient confirmer la fin des travaux. Cette astreinte prend effet à compter du 01 octobre 2021.
Constats : L'exploitant est sous le coup d'une astreinte journalière concernant la mise en conformité de sa stratégie de défense contre l'incendie. L'inspection a pu voir sur place l'avancée des travaux bien que la totalité du chantier ne soit pas terminé, notamment la partie automatisme. Toutefois, l'inspection attend que l'exploitant se positionne sur la conformité actuelle à l'article 43 de l'arrêté ministériel du 03 octobre 2010 relatif au stockage en réservoirs aériens manufacturés de liquides inflammables, exploités au sein d'une installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation. La conformité à cet article permettra d'abroger l'arrêté d'astreinte journalière sur la conformité à l'arrêté ministériel du 03 octobre 2010.
Observations : En attente positionnement de l'exploitant
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Eaux susceptibles d'être polluées

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 16/12/2020, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Réseau collecte ESP
Prescription contrôlée : L'exploitant est mis en demeure de procéder, pour le site qu'elle exploite à Kourou à l'achèvement des phases d'études et des travaux en lien avec les réseaux de collecte des effluents liquides définis aux articles 53 et 54 de l'arrêté du 3 octobre 2010 modifié susvisé, au plus tard le 31 décembre 2021.
Constats : L'exploitant n'a toujours pas avancé sur le sujet du réseau de collecte des eaux susceptibles d'être polluées. Il a donc été convenu de mettre en place un arrêté préfectoral d'astreintes journalières afin d'enjoindre l'exploitant à respecter cette prescription provenant des articles 53 et 54 de l'arrêté du 03 octobre 2010 relatif au stockage en réservoirs aériens manufacturés de liquides inflammables, exploités au sein d'une installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation. .
Observations : -
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Astreinte

